

Cote du document: EB/123
Date: 29 juin 2018
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Procès-verbal de la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Andreina Mauro
Secrétaire du FIDA par interim
téléphone: +39 06 5459 2088
courriel: a.mauro@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef de l'Unité des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Table des matières

	Paragraphe	Page
I.	Introduction et ouverture de la session	1-7 1
II.	Décisions du Conseil d'administration	8-80 1
	A. Adoption de l'ordre du jour	8-10 1-2
	B. Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)	11-22 2-3
	C. Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la centième session	23 3
	D. Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP)	24-31 4-5
	E. Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration	32-43 5-8
	F. Questions financières	44-62 9-12
	G. Incidences financières des paiements au titre du principal et des commissions de service non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette	63-64 12-13
	H. Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration	13
	I. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA	65-68 13-14
	J. Questions diverses	69-75 14-15
	K. Mandat du Groupe de travail sur le cadre de transition	76-80 15-16
III.	Clôture de la session	81-82 16
IV.	Documents présentés pour information	83 16
V.	Informations données dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé	17
 Annexes		
I.	Délégations à la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration	18
II.	Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-troisième session	38
III.	Ordre du jour	42

Procès-verbal de la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration

I. Introduction et ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

1. La cent vingt-troisième session du Conseil d'administration est ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Gilbert F. Houngbo.
2. Le Conseil d'administration est saisi des documents dont la liste figure à l'annexe II.
3. Le procès-verbal suit l'ordre dans lequel les points inscrits à l'ordre du jour ont été discutés lors de la session. S'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont exposés dans un encadré placé au début du point correspondant.
4. Le Président souhaite la bienvenue aux représentants nouvellement accrédités au sein du Conseil d'administration:
 - pour la Finlande, Mme Anna Gebremedhin; et
 - pour le Cameroun, M. Médi MOUNGUI.
5. Il souhaite également la bienvenue aux représentants qui participent pour la première fois à une session du Conseil d'administration et aux autres délégués et observateurs présents, ainsi qu'aux personnes qui ont pris place dans la salle d'écoute.
6. Le président du Conseil d'administration déclare ouverte la cent vingt-troisième session.
7. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration a été mis en ligne sous la cote EB 2018/123/INF.6.

II. Décisions du Conseil d'administration

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

8. Le Conseil d'administration adopte l'ordre du jour tel qu'il figure dans le document EB 2018/123/R.1/Rev.2 (qui indique la suppression de la proposition relative au Programme novateur de réduction de la pauvreté: Développement des agroentreprises spécialisées dans le Sichuan et le Ningxia, en Chine, afin de laisser plus de temps aux négociations relatives au prêt avec le Gouvernement) et prend note du calendrier de travail présenté dans son additif.
9. Comme convenu par le Conseil d'administration, l'ordre du jour sera modifié et ultérieurement publié sous la cote EB 2018/123/R.1/Rev.3 pour prendre en considération les modifications suivantes:
 - inclusion comme points à examiner, à la demande de la Liste A, de documents inscrits à l'origine à l'ordre du jour comme documents pour information ou notes d'information, à savoir:
 - i) Note d'information – Activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx);
 - ii) Rapport de situation sur l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement, de l'exploitation et des atteintes sexuelles;
 - iii) Mise en œuvre de la résolution des Nations Unies relative à l'âge réglementaire de départ à la retraite (exposé oral); et

- iv) Incidence financière du principal restant dû et des commissions de service non perçues du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette (à la demande du représentant de l'Italie).

10. Sur proposition du président, le point iii) ci-dessus sera examiné à huis clos.

B. Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx) (point 11 de l'ordre du jour)

Résultat des délibérations:

1. Le Conseil prend note des informations actualisées apportées par la direction sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx), document EB 2018/123/R.29.
2. La direction présentera un nouveau rapport sur ce thème à la session de septembre du Conseil, et pourrait organiser, en septembre ou en octobre, un séminaire informel sur le thème de la délégation de pouvoir.
3. La direction soumettra à l'approbation du Conseil, en septembre 2018, une solution possible pour la mise en œuvre plus rapide du mécanisme de démarrage des projets.

11. En réponse à des questions sur les bureaux de pays du FIDA, et en particulier sur le nombre de membres du personnel à y déployer, la direction explique qu'il y aura 170 agents sur le terrain en 2018, et 190 en 2019.
12. Notant le rôle clé de supervision que doit jouer le Conseil dans le processus de décentralisation et dans la restructuration du siège, les représentants encouragent la direction à continuer à fournir des informations sur les activités relatives à l'OpEx et à faire en sorte que le Conseil demeure associé à ce processus. Dans le même temps, certains représentants mettent en garde le Conseil contre la microgestion.
13. Pour prendre en compte les risques en rapport avec la délégation de pouvoir, la direction est encouragée à envisager d'utiliser l'expérience et les services d'inspection du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO). La direction affirme sa volonté de collaborer avec AUO, ajoutant que le bureau lui a déjà communiqué, à cette fin, certains de ses examens.
14. Une approche en deux phases est prévue pour ce qui concerne la délégation de pouvoir; la première phase se concentrera sur les besoins immédiats des nouveaux directeurs de pays et des chargés de programme de pays sur le terrain, ce qui a impliqué, jusqu'ici, le pouvoir d'utilisation du budget administratif.
15. Tout en exprimant leur appui au processus de décentralisation, certains représentants attirent l'attention sur les problèmes associés en termes de gestion des ressources humaines, et invitent instamment la direction à poursuivre ses efforts conformément aux meilleures pratiques et en étroite consultation avec le personnel du FIDA, et à communiquer avec la Banque mondiale et d'autres institutions ayant déjà mis en œuvre des réformes de cet ordre. La direction assure le Conseil qu'elle collabore avec le Comité exécutif de l'Association du personnel dans ce processus et qu'elle prend en compte sa contribution. En outre, un examen de la fonction ressources humaines est prévu dans le cadre de l'OpEx.
16. Répondant à une question sur les dépenses budgétaires, la direction explique que le FIDA entre actuellement dans une phase d'exécution plus concrète, dans laquelle il est prévu que la courbe du budget augmente de façon significative par rapport à son évolution du début de l'année.
17. La direction prend note de la suggestion visant à associer les pays hôtes à l'évaluation de la performance des bureaux de pays.

18. À propos de la gestion des savoirs, un représentant déclare que tant la diffusion des enseignements tirés dans le contexte des évaluations de l'impact que les questions relatives aux thèmes transversaux devraient être prioritaires. La direction déclare que le plan de travail inclut un point spécifique sur la gestion des savoirs et les risques associés dans un environnement décentralisé.
 19. Les représentants demandent aussi des informations sur la manière dont la structure des plateformes prendra en compte le processus de réforme des Nations Unies et, en particulier, sur les incidences que les propositions du Secrétaire général concernant les coordonnateurs résidents auront sur les plateformes et les bureaux de pays, et sur les bureaux et les coûts partagés. Ils demandent également si les bureaux de pays seront capables d'assurer le mécanisme de double information qu'impliquerait le système de coordonnateur résident.
 20. La direction explique que, étant donné que les conséquences dépendront du cadre général de la réforme des Nations Unies, il est difficile au stade actuel d'en tirer des conclusions. L'un des buts de la réforme est de renforcer la participation à l'élaboration des politiques; à cet effet, le personnel de terrain a été invité à s'engager davantage aux côtés des représentants des Nations Unies. La direction a aussi lancé l'académie des opérations pour donner au personnel des bureaux de pays une formation afin qu'il acquière des compétences techniques et en matière de gestion. La direction souligne que le FIDA a déjà donné suite à une part substantielle des réformes demandées, comme l'utilisation de services communs. On note, d'autre part, que le modèle opérationnel du FIDA est différent de celui du système des Nations Unies.
 21. S'agissant de la mise en œuvre plus rapide du mécanisme de démarrage des projets, la direction explique qu'il s'agit d'un engagement pris pour la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Le but est de rechercher un moyen de stimuler un démarrage précoce des opérations, avant leur approbation effective par le Conseil d'administration. À l'heure actuelle, la direction examine deux solutions, dont l'une sera proposée à l'approbation du Conseil en septembre.
 22. Les représentants demandent aussi à la direction de leur faire parvenir les documents connexes assez tôt pour qu'ils aient suffisamment de temps pour les examiner.
- C. Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la centième session (point 3 a) de l'ordre du jour)
23. Le Conseil d'administration prend note du rapport présenté oralement par le président du Comité de l'évaluation sur la centième session, qui s'est tenue le 28 mars 2018. Ce rapport, établi à partir du procès-verbal contenu dans le document EB 2018/123/R.2, met en lumière les débats du Comité sur les moyens de renforcer son rôle de gouvernance. Cette question fera l'objet d'un nouvel examen à l'occasion des quatrième Journées de réflexion du Conseil.

D. Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) et évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) (points 4 et 3 b) de l'ordre du jour)¹

Résultat des délibérations:

Le Conseil d'administration a examiné les COSOP pour la République du Mozambique (EB 2018/123/R.4), la République du Bénin (EB 2018/123/R.5), la République islamique de Mauritanie (EB 2018/123/R.6) et la République kirghize (EB 2018/123/R.7). S'agissant du COSOP pour la République du Mozambique, le Conseil examine également le document connexe (EB 2018/123/R.3) sur l'ESPP et les observations d'IOE sur le COSOP (EB 2018/123/R.4/Add.1). On trouvera ci-après un résumé des principaux points des débats.

- a) Afrique orientale et australe
Mozambique
24. Au cours de l'examen du COSOP pour le Mozambique, le Conseil note qu'une analyse plus détaillée de la crise de la dette et de l'état de l'économie du pays aurait été utile. Le Conseil reconnaît néanmoins que les liaisons entre l'ESPP, le COSOP et le projet proposé en matière de finance rurale offrent un exemple de bonne pratique dans le flux allant de l'évaluation à la stratégie, puis à la conception du projet. Le Conseil prend également note de l'importance du ciblage, et notamment de l'attention à porter aux personnes souffrant de handicaps, et de la nécessité de faciliter l'accès à la finance rurale et à un partenariat renforcé avec des acteurs du secteur privé dans le programme de pays.
- b) Afrique de l'Ouest et du Centre
25. Le Conseil d'administration examine le COSOP pour le Bénin pour 2018-2022, et le COSOP pour la Mauritanie pour 2018-2024. Tout en exprimant leur appréciation unanime à l'égard des deux documents, les représentants soulignent la pertinence du séminaire informel, tenu le 13 mars, qui a offert l'occasion d'un débat approfondi et constructif à propos des deux COSOP. Ils se félicitent également de la réception en temps utile des documents pour le séminaire. Les observations spécifiques relatives à chacun des COSOP sont présentées ci-après.
- i) Bénin
26. Les représentants proposent que le FIDA: i) renforce son partenariat avec les projets financés par des donateurs bilatéraux, en particulier le projet rizicole exécuté par AfricaRice au Bénin; ii) exploite le dividende démographique de la jeunesse, qui représente près de la moitié de la population, en l'associant aux activités du projet; iii) favorise l'impact sur la microfinance et participe davantage à la concertation sur les politiques pour accroître sa visibilité en tant qu'organisation; et iv) renforce sa relation avec le Gouvernement du Bénin et augmente son appui au secteur agricole.
- ii) Mauritanie
27. Dans une déclaration conjointe, la Liste C reconnaît que le COSOP est un bon exemple de l'avantage comparatif des interventions du FIDA dans un contexte dans lequel les effets des changements climatiques sont significatifs et pris en compte de façon systématique. Les objectifs stratégiques recensés sont considérés comme

¹ Il avait été demandé, lors de la cent huitième session du Conseil, que les COSOP soient examinés en même temps que les ESPP, lorsqu'elles sont disponibles, et que le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA formule des observations sur les COSOP lorsque des ESPP ont été réalisées.

cohérents avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Le COSOP appuie en outre les priorités du Gouvernement et ses efforts de développement pour l'élimination de la pauvreté rurale. La Liste C recommande l'élaboration d'un système adéquat de suivi-évaluation pour en extraire les enseignements tirés, et une solide coopération Sud-Sud et triangulaire à des fins de partage des savoirs et de vulgarisation.

c) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Kirghizistan

28. Le Conseil note avec satisfaction le COSOP axé sur les résultats pour le Kirghizistan, et formule des observations constructives, accueillies avec intérêt par la direction. Le Conseil loue l'excellente qualité du rapport et son alignement sur les priorités de développement du Gouvernement et sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.
29. Plusieurs représentants soulignent en particulier l'importance de la coordination des donateurs, tant au niveau central qu'au niveau local, en mettant davantage l'accent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur les efforts visant à combler les écarts régionaux en matière de développement dans le pays.
30. Répondant à une proposition visant à s'intéresser davantage au morcellement des terres, la direction précise que, malgré l'importance de cette question dans le sous-secteur de l'horticulture, elle n'est pas pertinente pour les systèmes agricoles des terres de parcours, qui constituent le point focal exclusif du COSOP. Le FIDA est encouragé à reproduire à plus grande échelle à d'autres pays d'Asie centrale les résultats positifs obtenus par le projet innovant d'autonomisation économique des femmes rurales, grâce à l'approche du système d'apprentissage interactif entre les sexes (GALS), mis en œuvre au Kirghizistan en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ONU-Femmes et le Programme alimentaire mondial (PAM).
31. Enfin, au nom de la Liste C, le représentant de l'Égypte exprime son entière satisfaction quant à la qualité, la teneur et les orientations stratégiques du COSOP axé sur les résultats.

E. Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration (point 5 de l'ordre du jour)

Résultat des délibérations:

Le Conseil a approuvé neuf propositions de projet/programme. Une synthèse des propositions et les débats du Conseil d'administration ont été mis en ligne dans le document EB 2018/123/INF.8.

a) Afrique orientale et australe

i) Mozambique: Projet de financement des entreprises rurales

32. Le Conseil d'administration examine la proposition et l'accord de financement négocié figurant dans le document EB 2018/123/R.8+Add.1+Sup.1, et note la récente évaluation du FMI dans laquelle le risque de surendettement du Mozambique passe de "modéré" à "en état de surendettement", ainsi que les préoccupations exprimées par quelques États membres. En conséquence, le Conseil approuve la proposition de la direction consistant à réviser, à titre exceptionnel, les conditions de prêts applicables au Mozambique pour le Projet de financement des entreprises rurales; au lieu de 50% sous forme de prêt à des conditions particulièrement favorables et 50% de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), le projet sera financé à 100% par un don au titre du CSD.

33. Compte tenu de la modification des conditions de financement, des exemplaires de l'accord de financement négocié sous sa forme originale et l'acceptation ultérieure, par le Gouvernement, du don de 100% au titre du CSD, sont également présentés à la session.
34. Le Conseil d'administration adopte la résolution ci-après:
 DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mozambique un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant équivalant à soixante-deux millions cent mille dollars des États-Unis (62 100 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
- ii) Ouganda: Projet national d'appui à la production d'huile de palme
35. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2018/123/R.9 + Add.1, et prend note des changements et des informations complémentaires introduites pour prendre en compte les observations des représentants. Le Conseil d'administration adopte les résolutions ci-après:
 DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de soixante-quinze millions huit cent vingt mille dollars des États-Unis (75 820 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
 DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Ouganda un don d'un montant équivalant à un million deux cent dix mille dollars des États-Unis (1 210 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.
 DÉCIDE AUSSI: qu'aucun investissement concernant le développement de la production d'huile de palme dans un pôle donné ne peut être effectué avant qu'une évaluation de l'impact environnemental et social (EIES) des activités concernées n'ait été communiquée au Conseil d'administration du FIDA et rendue publique pendant une période de 120 jours et qu'aucune objection n'ait été soulevée par un membre du Conseil durant cette période. Si un membre du Conseil d'administration soulève une objection au sujet de l'EIES, un document sur la question sera distribué pour approbation à la session suivante du Conseil d'administration et l'investissement ne sera pas autorisé à moins que le Conseil d'administration n'accorde son approbation. Cette restriction ne s'appliquera pas aux dépenses relatives aux activités préparatoires associées aux investissements susmentionnés, notamment mais pas seulement, la réalisation de l'EIES.
36. Le Conseil d'administration prend note de l'abstention formulée par les représentants du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis et de la Suède, en raison des préoccupations subsistantes à propos des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, et dans le cas des États-Unis, en raison de leurs mandats législatifs concernant les projets de la catégorie A. Le Conseil prend également note des observations présentées par l'Italie au nom de l'Autriche.
- b) Afrique de l'Ouest et du Centre
- i) Guinée: Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne Guinée (AgriFARM)
37. Le Conseil d'administration examine la proposition et l'accord de financement négocié contenus dans le document EB 2018/123/R.10 + Sup.1, et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Guinée un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quinze millions quatre cent cinquante mille dollars des États-Unis (15 450 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Guinée un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de quinze millions quatre cent cinquante mille dollars des États-Unis (15 450 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- ii) Mali: Projet de services financiers inclusifs dans la filière agricole

38. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2018/123/R.11 + Add.1 + Sup.1, ainsi que l'accord de financement négocié, et approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Mali un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quinze millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 750 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Mali un don, au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette, d'un montant de quinze millions sept cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (15 750 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- iii) Sénégal: Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural – phase II (PAPAER-II)

39. Le Conseil d'administration examine la proposition et l'accord de financement négocié contenus dans le document EB 2018/123/R.12 + Add.1 + Sup.1, et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Sénégal un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de quarante millions cinq cent mille euros (40 500 000 EUR), équivalant à quarante-six millions trois cent mille dollars des États-Unis (46 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE : que le Fonds accordera à la République du Sénégal un don d'un montant de quatre cent quarante mille euros (440 000 EUR) équivalant à cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- c) Asie et Pacifique

- i) Bangladesh: Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

40. Le Conseil d'administration examine la proposition figurant dans le document EB 2018/123/R.13, et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-quatre millions cinq cent mille dollars des États-Unis (64 500 000 USD),

qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un don d'un montant équivalant à deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- ii) Chine: Projet de réduction pérenne de la pauvreté grâce au développement des entreprises agroalimentaires dans le sud du Shaanxi

41. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2018/123/R.15 + Add.1 + Sup.1, ainsi que l'accord de financement négocié, et approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à soixante-douze millions de dollars des États-Unis (72 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- iii) Philippines: Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs

42. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2018/123/R.16 + Add.1 + Sup.1, ainsi que son accord de financement négocié, et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Philippines un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à soixante-deux millions neuf cent mille dollars des États-Unis (62 900 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République des Philippines un don d'un montant équivalant à deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

- d) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Proposition de don du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources

43. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2018/123/R.17/Rev.1 et adopte les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie accordera à l'Autorité palestinienne un don d'un montant équivalant à quatre millions cinq cent soixante-six mille dollars des États-Unis (4 566 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie accordera à l'Autorité palestinienne un don financé par une contribution du Fonds de l'OPEP pour le développement international d'un montant équivalant à un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD) qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

F. Questions financières (point 6 de l'ordre du jour)

a) et b) Rapports du président sur les cent quarante-septième et cent quarante-huitième réunions du Comité d'audit

Résultat des délibérations:

1. Le Conseil d'administration prend note du rapport verbal du président du Comité d'audit sur la cent quarante-septième et cent quarante-huitième réunion et examine les rapports du président, tels qu'ils figurent dans les documents EB 2018/123/R.18 et EB 2018/123/R.19.
 2. À la demande d'un représentant, AUO accepte de présenter un exposé sur la procédure à suivre par les représentants au Conseil pour avoir accès aux rapports d'audit internes.
44. Le président du Comité d'audit explique que la cent quarante-septième réunion était une réunion supplémentaire, qui avait été organisée pour examiner la procédure à suivre par les représentants au Conseil pour avoir accès aux rapports d'audit interne, la Charte d'AUO, et le mandat du prestataire chargé de l'évaluation indépendante du risque.
 45. Le président du Comité d'audit rend compte au Conseil des délibérations tenues lors des deux réunions. Il attire en particulier l'attention du Conseil sur le point concernant le Cadre pour la soutenabilité de la dette, dont il demande qu'il soit inscrit pour examen à l'ordre du jour de la session du Conseil.
 46. Répondant à une observation concernant la transmission tardive du rapport sur la cent quarante-huitième réunion, le président explique les raisons de ce calendrier serré du traitement du rapport. Plus précisément, la proximité entre la date de la réunion du Comité d'audit (qui ne pouvait pas être avancée du fait de la nature des documents concernés) et la date de la session du Conseil d'administration ne laissait qu'un délai de dix jours pour rédiger le rapport, obtenir l'approbation du président et les observations des membres du Comité, et parachever le rapport dans les langues officielles.
 47. Un représentant signale la nécessité de renforcer AUO, compte tenu des risques croissants que fait peser le processus de décentralisation.
 48. Un représentant s'enquiert de la possibilité d'une opinion d'audit annuelle sur le contrôle et la gestion du risque. Cela aiderait aussi le Conseil à comprendre comment le FIDA a développé son environnement de contrôle et son système de gestion du risque, ce qui est particulièrement essentiel étant donné que le FIDA évolue, qu'il change son modèle de financement et qu'il élargit sa présence dans les pays. AUO explique que le FIDA a déjà introduit une opinion annuelle sur l'efficacité des contrôles internes sur l'information financière, constituant un sous-ensemble de l'ensemble des contrôles, appuyé par l'opinion du commissaire aux comptes. Pour parvenir à une opinion d'ensemble sur les contrôles internes, AUO doit coordonner les mécanismes de hausse et d'évaluation, le processus de gestion du risque et l'audit interne avec la direction et peut-être avec le Commissaire aux comptes.
 49. Enfin, le Conseil note que la teneur et le niveau de détail des rapports du Comité au Conseil seront examinés au cours des Journées de réflexion du Conseil dans le contexte d'un débat plus général sur l'efficacité des organes subsidiaires.

c) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2017

Résultat des délibérations:

Le Conseil d'administration adopte la recommandation pour approbation contenue dans le document EB 2018/123/R.20, qui a été entérinée par le Comité d'audit, et décide de soumettre les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2017 et le rapport du Commissaire aux comptes y relatif, assorti de l'attestation externe indépendante sur la déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, à la quarante-deuxième session du Conseil des gouverneurs, en février 2019, pour approbation.

d) Version révisée de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA

Résultat des délibérations:

Ayant examiné le document EB 2018/123/R.21/Rev.1, le Conseil d'administration confirme la révision de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA.

e) Besoins de financement au titre du trente-neuvième tirage sur les contributions des États membres en 2018

Résultat des délibérations:

1. Conformément à la section 5 c) de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA et à l'article V du Règlement financier du FIDA, le Conseil d'administration approuve le tirage du solde restant des contributions à FIDA10 en mars 2018 ou comme stipulé dans les accords individuels conclus avec des États membres, afin de couvrir les décaissements au titre des prêts et des dons de l'année 2018.
2. Au cas où les besoins de décaissement en 2018 excéderaient le montant de ce tirage, l'écart sera couvert par le recours aux avoirs liquides du Fonds. Le Conseil d'administration autorise le Président à agir en conséquence.

f) Évaluation indépendante des risques financiers: Cadre de référence de l'évaluation indépendante approfondie des risques financiers

Résultat des délibérations:

Ayant examiné le document EB 2018/123/R.23, le Conseil d'administration prend note du cadre de référence pour une évaluation indépendante approfondie des risques financiers, qui sera axée sur les risques en rapport avec les opérations financières.

50. Les représentants au Conseil demandent si l'évaluation abordera les risques en rapport avec les emprunts sur le marché. De l'avis d'un représentant, les conséquences des emprunts sur le marché devraient être distinguées de celles d'autres types d'emprunt. La direction précise que, bien que l'étude de faisabilité sur les emprunts sur le marché ne soit pas explicitement mentionnée dans le cadre de référence, la question est couverte dans l'appel à propositions, qui a été publié conformément aux règles de passation des marchés des Nations Unies.
51. Notant l'importance de l'adoption d'une approche détaillée et intégrée du portefeuille de composantes et d'outils financiers du FIDA, y compris l'emprunt ainsi que le financement et le cofinancement au plan international et national, le Conseil demande que les enseignements tirés et les gains d'efficacité réalisés à ce jour soient inclus dans les résultats de l'évaluation.

52. Un représentant note que le risque de fraude et de corruption – par exemple pertes financières, vol d’actifs et autres fraudes – est inclus sous la rubrique des risques éthiques, et suggère que cela devrait peut-être constituer une partie plus centrale de l’évaluation du risque financier. Un autre représentant attire l’attention sur les risques encourus durant l’exécution du projet, comme le clientélisme, et propose que cela soit considéré comme un risque pour la réputation.
53. La direction précise que les risques financiers sont ceux qui se rapportent au bilan. Un autre domaine de risque, d’ordre non financier mais opérationnel, sera également traité dans l’évaluation de la gestion des risques de l’organisation.
54. Un autre représentant déclare que les futurs débats relatifs à l’évolution du modèle financier du FIDA devront prendre en compte une série de questions, et notamment celles relatives à la gouvernance, à l’allocation des ressources et aux compromis stratégiques.
- g) Calendrier relatif à l’examen, à l’actualisation et au renforcement de la gestion des risques institutionnels du FIDA couvrant les risques stratégiques, opérationnels et financiers

Résultat des délibérations:

Le Conseil d’administration examine le document EB 2018/123/R.24 et prend note des informations qui y sont contenues.

55. Répondant à des questions relatives à la méthodologie incluse dans le calendrier, la direction explique que le calendrier établit une distinction entre les risques financiers et les risques intersectoriels, qui couvrent le domaine des risques non financiers ou partiellement financiers; le cadre de transition et l’OpEx sont inclus dans le domaine intersectoriel, étant donné que le cadre de transition a un large domaine d’action portant aussi sur des questions financières. Quant au programme OpEx, il est axé sur l’exécution et les résultats bien qu’il ait aussi des incidences financières.
56. Un représentant observe que l’unique mention des emprunts sur le marché apparaît dans le cadre de l’examen des résultats de l’évaluation indépendante des risques financiers, dont la soumission au Conseil d’administration est prévue pour décembre. La direction explique qu’avant de prendre une quelconque décision à propos des emprunts sur le marché, le FIDA doit réaliser plusieurs activités — dont certaines sont déjà en cours — pour se préparer à la procédure de notation de crédit. Dès lors, le FIDA doit être informé de tous les éléments de risque avant toute décision dans ce processus.
57. Répondant à une interrogation sur la poursuite de l’évaluation, par le Commissaire aux comptes, des Normes internationales d’information financière (IFRS), la direction confirme que le Commissaire aux comptes continuera de vérifier sur une base annuelle le respect par le FIDA de toutes les IFRS, dans le cadre de l’audit annuel, et qu’il conduira les procédures complètes d’audit sur des normes spécifiques. Ainsi, la norme IFRS 9 sur les instruments financiers est en cours de mise en œuvre en 2018 et le FIDA a par conséquent recruté le cabinet Moody’s Analytics pour appuyer la mise en œuvre. Le FIDA travaille en étroite liaison avec le Commissaire aux comptes pour s’assurer du plein respect des normes professionnelles avant l’audit de fin d’année. Cette approche aidera le FIDA à fournir une assurance d’ensemble concernant les contrôles et la gestion du risque.
58. Le Conseil aura une meilleure perception des thèmes à examiner de manière approfondie après la présentation de l’évaluation au niveau de l’institution (ENI) de l’architecture financière du FIDA, en septembre, et la soumission de l’examen financier indépendant, en décembre. Il est possible que le Comité d’audit formule une recommandation après son examen de l’ENI, et que le Conseil décide de charger la direction de l’application de cette recommandation.

59. La direction confirme également que l'évaluation indépendante des risques stratégiques et opérationnels du FIDA inclura une analyse du cycle du projet et des risques du projet.

h) Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA

Résultat des délibérations:

Le Conseil d'administration prend note des informations contenues dans le document EB 2018/123/R.25 sur l'état des contributions à FIDA11, et de la mise à jour orale sur ce point.

60. Un représentant demande des informations sur l'approche inclusive du FIDA vis-à-vis de l'intégration des questions climatiques, qui est l'un des engagements de FIDA11, et sur la manière dont le FIDA fera en sorte qu'une approche intégrée soit adoptée pour aborder les questions des changements climatiques et de l'environnement. Par ailleurs, à la lumière du processus de décentralisation, des précisions complémentaires sont demandées à propos des ressources financières qui seront utilisées pour l'intégration des questions climatiques.
61. La direction précise que le FIDA investit ses ressources de base dans l'intégration des questions climatiques et que le processus de décentralisation rapprochera le personnel du FIDA de ses clients et des gouvernements, dans les cinq régions où il intervient. Le FIDA inclut également un système de suivi dans tous les rapports de supervision, ce qui garantira qu'il soit tenu compte en temps opportun des considérations environnementales et climatiques. Cela permettra au FIDA de s'adapter rapidement aux changements de l'environnement au cours de la phase d'exécution.
62. Plusieurs représentants rappellent que leurs pays ont accru leurs annonces de contribution à FIDA11 et encouragent vivement les autres États membres qui ne l'ont pas encore fait à annoncer leur contribution en temps opportun afin d'atteindre l'objectif de 1,2 milliard d'USD. La direction remercie tous les États membres pour leurs contributions, et note que tous les efforts sont déployés pour atteindre cet objectif.

G. Incidences financières des paiements au titre du principal et des commissions de service non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette (point 17 de l'ordre du jour)

Résultat des délibérations:

1. Le Conseil d'administration prend note du rapport contenu dans le document EB 2018/123/R.36, qui a été présenté pour examen à la demande du représentant de l'Italie.
2. Il est convenu que la direction organisera un séminaire informel sur ce thème, en combinaison avec la question de l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, en vue d'examiner les meilleurs moyens de renforcer la viabilité financière à long terme du FIDA.

63. Le Conseil se félicite du débat, en prenant note de l'impact financier et des scénarios présentés dans le rapport, et de l'impact négatif potentiel que pourrait avoir le CSD sur le Programme de prêts et dons du FIDA.
64. Les représentants prennent note des scénarios présentés et demandent à la direction:

- d'inclure le CSD dans l'évaluation d'ensemble du risque, que le FIDA entreprendra d'ici à la fin de 2018; et
- de produire une étude et de proposer des solutions sur d'autres trajectoires possibles, et de vérifier comment d'autres institutions financières internationales gèrent la mise en œuvre du mécanisme du CSD.

H. Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration (point 9 de l'ordre du jour)

Résultats des délibérations:

1. En application de l'article 11.1 de son Règlement intérieur, le Conseil d'administration approuve la nomination des membres du: a) Comité d'audit; b) Comité de l'évaluation; et c) Groupe de travail sur le Système d'allocation fondé sur la performance.
2. En outre, le Conseil approuve également la nomination des membres du Groupe de travail sur le cadre de transition, sous réserve de l'approbation du mandat du Groupe de travail.
3. Les membres de ces comités et groupes de travail seront nommés pour une période triennale prenant fin en avril 2021.

I. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA (point 8 de l'ordre du jour): a) Dates de la visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2019 en République du Cameroun, et b) Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2020

Résultats des délibérations:

1. Le Conseil d'administration approuve le choix de l'Égypte comme destination de sa visite en 2020.
2. Le Conseil d'administration décide que le Bureau du Secrétaire consultera les Coordonnateurs et amis à propos des dates de la visite en République du Cameroun en 2019. Le Conseil décidera ensuite des dates exactes en recourant à un vote par correspondance.

65. Tout en se félicitant de la participation aux visites de terrain des représentants du Conseil qui ne sont pas membres du Comité de l'évaluation, un représentant émet l'opinion selon laquelle toutes les Listes devraient désigner un même nombre de participants.
66. La destination proposée pour 2020 est appuyée, car elle favorise la rotation entre les régions.
67. Le représentant du Cameroun explique que, compte tenu des fêtes nationales et d'autres manifestations importantes, la période proposée pour la visite au Cameroun n'est peut-être pas la plus propice. Le Bureau du Secrétaire reprendra contact avec le Conseil sur ce point, très probablement en demandant un vote par correspondance, après consultation avec les Coordonnateurs et amis.
68. Une préoccupation est aussi formulée à propos de la visite prévue en Éthiopie, à la lumière des évolutions politiques récentes et de la situation sécuritaire. Le Bureau du Secrétaire informe le Conseil que la situation est stable et que, sur recommandation du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies, la visite se déroulera comme prévu. En outre, les représentants qui observent le

Ramadan confirment que cela ne constituera pas un problème pour leur participation.

J. Questions diverses (point 10 de l'ordre du jour)

b) Mise en œuvre de la résolution des Nations Unies relative à l'âge réglementaire de départ à la retraite

69. Le Conseil d'administration tient une séance à huis clos pour examiner le point sur la mise en œuvre de la résolution des Nations Unies relative à l'âge réglementaire de départ à la retraite. Les débats sur cette question sont traités dans un document distinct.

a) Rapport de situation sur l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement, de l'exploitation et des atteintes sexuels

Résultat des délibérations:

Le Conseil d'administration prend note de la situation et des informations actualisées sur l'approche du FIDA concernant la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement, de l'exploitation et des atteintes sexuels (EB 2018/123/R.39).

70. Le Conseil d'administration accueille avec intérêt les informations actualisées et prend note de la politique récemment publiée en matière de prévention et de répression du harcèlement, de l'exploitation et des atteintes sexuels, qui a été communiquée au Conseil à titre de document de référence. Le Conseil prend note des mesures détaillées qu'adoptera le FIDA dans le cadre de la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles, et note également que le mandat de l'équipe spéciale du FIDA sur l'exploitation et les atteintes sexuelles couvre à la fois le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles.

71. Dans une déclaration formulée au nom des Listes, le Conseil remercie la direction et souligne l'importance de l'engagement du FIDA en faveur d'une tolérance zéro à l'égard de toute forme de harcèlement. Le Conseil se félicite des dispositions prises pour renforcer les mesures de prévention et de réaction du FIDA, y compris les canaux de transmission des informations, en particulier dans la perspective de la décentralisation du Fonds, et insiste sur l'utilité d'intégrer des obligations et des mesures d'atténuation du risque concernant le harcèlement sexuel et l'exploitation et les atteintes sexuelles dans toutes les opérations du FIDA.

72. Des précisions sont fournies au Conseil d'administration à propos des mesures que prendra le FIDA pour protéger de l'exploitation et des atteintes sexuelles les bénéficiaires des opérations financées par le FIDA. À cet effet, les évaluations du risque social, environnemental et climatique incluront une évaluation du risque d'exploitation et d'atteintes sexuelles, et les questions en rapport avec l'exploitation et les atteintes sexuelles seront abordées au cours des missions de supervision et d'appui. Outre les canaux existants de transmission des informations et les procédures de protection des dénonciateurs d'abus, le mécanisme de doléances des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA (PESEC) sera utilisé comme moyen supplémentaire de transmission d'informations par les bénéficiaires, et ces doléances seront adressées au Bureau de la déontologie. La direction indique que la Division de la communication surveille le site web du FIDA pour garantir que les mécanismes d'information sont facilement accessibles.

73. Protéger et appuyer les bénéficiaires constituent un défi pour toutes les organisations et exigent l'engagement des partenaires du FIDA et de ses parties prenantes à tous les niveaux. À cet égard, la politique prévoit l'inclusion de textes

relatifs à l'exploitation et aux atteintes sexuelles dans les accords du FIDA, et les États membres seront également encouragés à inclure des dispositions du même ordre dans leurs propres contrats avec les tiers et les fournisseurs.

74. Afin de favoriser un contexte dans lequel les victimes de harcèlement se sentent suffisamment protégées pour se manifester, le Conseil d'administration encourage le FIDA à lancer une enquête anonyme au sein de son personnel pour contribuer à déterminer les domaines dans lesquels des améliorations sont nécessaires.
75. Le Conseil d'administration attend avec intérêt la réalisation de l'engagement, pris pour la période de FIDA11, relatif à l'élaboration d'un plan d'action concernant la suite donnée par le FIDA à la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer les moyens de prévention et de réaction à l'exploitation et aux atteintes sexuelles.

K. Mandat du Groupe de travail sur le cadre de transition (point 7 de l'ordre du jour)

Résultat des délibérations:

1. Le Conseil d'administration, ayant examiné le document EB 2018/123/R.26 et le document de séance contenant des amendements supplémentaires et la reformulation de certaines sections pour supprimer, comme en a délibéré la session, la référence à une troisième phase, approuve le mandat du Groupe de travail sur la cadre de transition.
2. Le mandat précise la teneur des travaux à mener durant la phase II, qui s'achèvera en décembre 2018, de manière à ce que le cadre soit opérationnel au début de la période couverte par FIDA11.

76. Dans une déclaration conjointe, la Liste C note la nécessité de faire en sorte que le groupe de travail recueille un solide consensus sur les divers points en rapport avec le cadre de transition, grâce à un processus de larges consultations avec tous les États membres, y compris ceux qui ne font pas partie du Conseil d'administration. Les délibérations du groupe de travail devraient être inspirées par l'Accord portant création du FIDA et par le principe d'universalité. S'agissant de l'aspect du reclassement, la Liste C souligne qu'il ne devrait intervenir que sur une base volontaire, avec la possibilité de retour en arrière en cas de changement de la situation. En outre, un système concurrentiel de tarification des prêts est nécessaire pour attirer les emprunteurs.
77. Le Conseil note que la référence à une troisième phase du cadre de transition a été supprimée du mandat, ce que reflète la nouvelle formulation ci-après du paragraphe 8:

"À la fin de la phase II, le groupe de travail poursuivra ses travaux pour formuler des orientations à l'intention du Conseil d'administration sur les aspects qui figurent dans le document intitulé «Approche relative à un cadre de transition» (EB 2017/122/R.34/Rev.2) approuvé par le Conseil d'administration en décembre 2017, mais qui ne peuvent pas être traités dans le cadre des phases I et II parce qu'ils nécessitent un temps de traitement plus long."
78. Plusieurs représentants notent qu'il est important d'inclure un calendrier des délibérations du groupe de travail et de faire en sorte que le processus soit limité dans le temps. Après examen de cette question, le Conseil décide que le groupe de travail poursuivra ses travaux tel qu'établi au paragraphe 8 et, de plus, que le texte ci-après sera inséré dans le document comme paragraphe 10:

"En décembre 2018, le groupe de travail présentera au Conseil d'administration le projet de cadre de transition pour approbation. Il communiquera également au Conseil les procès-verbaux de ses réunions. Le groupe de travail décidera des autres documents à produire."

79. Le Conseil note que le mandat est ambitieux, et qu'il exigera du groupe de travail un important volume de travail dans des délais restreints. Par conséquent, il invite instamment à résoudre avant la première réunion des questions comme celle de la présidence du groupe de travail. Plusieurs représentants soulignent toutefois la nécessité de garantir d'amples consultations et un consensus sur tous les aspects du cadre.
80. Le mandat sera révisé et mis en ligne sous la cote EB 2018/123/R.26/Rev.1.

III. Clôture de la session

81. Le Président se déclare très satisfait de la coopération entre le Conseil et la direction pour l'examen de questions complexes et pour la réalisation d'un consensus. Il note que les Journées de réflexion du Conseil d'administration, prévues pour le lendemain, offriront une bonne occasion de renforcer encore davantage les relations de travail positives entre les représentants au Conseil et la direction.
82. Afin de conclure la session sans autre retard, le Président informe les représentants que le texte intégral de sa déclaration finale, constituant le document EB 2018/INF.7, sera mis en ligne sur la Plateforme interactive réservée aux États membres.

IV. Documents présentés pour information

83. Les documents suivants sont présentés au Conseil d'administration pour information:
- Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 - a) Synthèse du président de la Consultation: quatrième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Synthèse du président de la Consultation: cinquième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 - Rapport sur les activités prévues aux niveaux mondial, régional et national
 - Rapport sur l'état des contributions à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA
 - Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2017
 - Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
 - Projets/programmes et dons approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en 2017
 - Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance en 2017 (diffusion restreinte)²

² Document EB 2017/122/R.29/Rev.1, paragraphe 19, premier point: "Soumission à la session d'avril du Conseil d'administration, pour information sur une base confidentielle, du Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO), qui présente une synthèse des conclusions des enquêtes et des audits conduits durant l'année civile précédente."

V. Informations données dans le cadre du principe d'adaptation à l'objectif visé

- Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la cent vingt-troisième session



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

المنديون الذين حضروا الدورة الثالثة والعشرين بعد المائة للمجلس
التنفيذي

Delegations at the 123rd session of the
Executive Board

Délégations à la cent vingt-troisième
session du Conseil d'administration

Delegaciones en el 123^o período de
sesiones de la Junta Ejecutiva

Executive Board – 123rd Session
Rome, 16-17 April 2018

For: Information

ALGERIA

Nourdine LASMI
Directeur de la maintenance et des moyens
Ministère des finances
Alger

Imed SELATNIA
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies
Rome

Abdenmour GOUGAM
Secrétaire des affaires étrangères
Représentant permanent suppléant
de la République algérienne
démocratique et populaire auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies
Rome

ANGOLA

Carlos Alberto AMARAL
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

Ângelo DO ROSÁRIO RAFAEL
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

ARGENTINA

María Cristina BOLDORINI
Embajador
Representante Permanente
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

ARGENTINA (cont'd)

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT
Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República Argentina ante
la FAO, el FIDA y el PMA
Roma

BELGIUM

Frank CARRUET
Ambassadeur
Représentant permanent de
la Belgique auprès du FIDA
Rome

Birgit STEVENS
Ministre Conseiller
Représentant permanent adjoint de
la de Belgique auprès du FIDA
Rome

Virginie KNECHT
Attachée
Représentation permanente de
la Belgique auprès des agences des
Nations Unies de Rome (FAO, PAM, FIDA)
Rome

BRAZIL

Eduardo ROLIM
General Coordinator of Relations
with International Organizations
Secretariat of International Affairs
Ministry of Planning, Development
and Management
Brasilia

Gianina Müller POZZEBON
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

CAMEROON

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

CANADA

David CUMING
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Jennifer FELLOWS
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

CHINA

LIU Weihua
Deputy Director-General
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Ministry of Finance
Beijing

ZANG Fazhen
Director
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Ministry of Finance
Beijing

CHEN Lijuan
Senior Officer
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Ministry of Finance
Beijing

SHI Jiaoqun
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Rome

CHINA (cont'd)

HUANG Xionghua
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Rome

LANG Pengfei
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture
Rome

DENMARK

Charlotte Raae TEODONIO
Attaché
The Royal Danish Embassy
Rome

Nanna Bak-Jensen
Intern
Multilateral Department
The Royal Danish Embassy
Rome

DOMINICAN REPUBLIC

Antonio VARGAS HERNÁNDEZ
Ordenador Nacional de los Fondos Europeos y
Director General de Cooperación Multilateral
Ministerio de Economía, Planificación
y Desarrollo
Santo Domingo

Julia VICIOSO VARELAS
Ministra Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República Dominicana
ante el FIDA
Roma

Diana INFANTE QUIÑONES
Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República Dominicana
ante el FIDA
Roma

DOMINICAN REPUBLIC (cont'd)

Liudmila KUZMICHEVA
Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República Dominicana
ante el FIDA
Roma

Emerson VEGAZO
Director del Sector Económico y
Apoyo al Sector Privado
Dirección General de Cooperación Multilateral
Ministerio de Economía, Planificación
y Desarrollo
Santo Domingo

EGYPT

Abdelbaset Ahmed Aly SHALABY
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt
to IFAD
Rome

FINLAND

Anna GEBREMEDHIN
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Tanja RAJAMÄKI
Adviser
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

Helena LEHTONEN
Intern
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

Delphine BORIONE
Ambassadrice
Représentante permanente
de la République française auprès de
l'OAA, PAM et FIDA
Rome

Arnaud GUIGNÉ
Conseiller économique
Adjoint au Chef du service économique
régional
Ambassade de France
Rome

Marie GUILLET
Chargée de mission
Représentation permanente de la
République française auprès de
l'OAA, PAM et FIDA
Rome

GERMANY

Martina METZ
Minister
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations
Rome

Alexander REISSIG
Intern
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany
Rome

GREECE

Alexios Marios LYBEROPOULOS
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Hellenic Republic to IFAD
Rome

INDIA

Rishikesh SINGH
Director (MI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

INDIA (cont'd)

Sanjeev KUMAR
Second Secretary
Embassy of the Republic
of India
Rome

INDONESIA

Esti ANDAYANI
Ambassador
Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Des ALWI
Senior Advisor
Directorate General of
Multilateral Cooperation
Ministry of Foreign Affairs
Jakarta

Gustaf Daud SIRAIT
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

ITALY

Alberto COGLIATI
Senior Advisor
International Relations Directorate
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
Rome

Adriana APOLLONIO
First Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

Maria PENTIMALLI
Officer
Office of Multilateral
Development Cooperation
Directorate General for
Development Cooperation
Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation
Rome

ITALY (cont'd)

Uliana NAVARRA
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

Jessyama FORLINI
Consultant
Office of Multilateral
Development Co-operation
Directorate General for
Development Co-operation
Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation
Rome

Sara MARIANI
Intern
Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation
Rome

Carlotta RIDI
Intern
Directorate General for
Development Cooperation
Ministry of Foreign Affairs and
International Cooperation
Rome

Micol MARTUSCELLI
Intern
Permanent Representation of
the Italian Republic to the
United Nations Agencies
Rome

JAPAN

Toru HISAZOME
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

KENYA

Teresa TUMWET
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Kenya to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

KUWAIT

Yousef Ghazi AL-BADER
Regional Manager for Central
Asian and European Countries
Operations Department
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MEXICO

Martha Elena Federica BÁRCENA COQUI
Embajadora
Representante Permanente de
los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS

Hans HOOGEVEEN
Ambassador
Permanent Representative of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Adriaan VAN VELTHOVEN
Cluster Coordinator, Regional
Development Banks
Multilateral Institutions and
Human Rights Department
International Financial Institutions Division
Ministry of Foreign Affairs

NETHERLANDS (cont'd)

Myrthe DE KOCK
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Sarah ZERNITZ
Intern
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

NORWAY

Inge NORDANG
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Gunnvor BERGE
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Ingvild HAUGEN
Intern
Royal Norwegian Embassy
Rome

PAKISTAN

Wajiha KHAN
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

QATAR

Akeel HATOOR
Adviser
Embassy of the State of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

JOO Won Chul
Counsellor (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

SAUDI ARABIA

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

Mansour Mubarak S. AL ADI
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

SPAIN

Juan Claudio DE RAMÓN JACOB-ERNEST
Primer Secretario
Embajada de España
Roma

Alba María TERROBA
Asistente
Embajada de España
Roma

SWEDEN

Victoria JACOBSSON
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of Sweden to IFAD
Rome

Clara AXBLAD
Programme and Policy Officer
Embassy of Sweden
Rome

Vilhelm EDSMYR
Intern
Embassy of Sweden
Rome

SWITZERLAND

Liliane ORTEGA
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Thomas HEIMGARTNER
Chargée de programme
Section Programme global
sécurité alimentaire
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires
étrangères
Berne

UNITED ARAB EMI RATES

Yousuf Mohammed BIN HAJAR
Deputy Director
International Financial Relations Department
Ministry of Finance
Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Marie-Therese SARCH
Ambassador
Permanent Representative of the
United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED KINGDOM (cont'd)

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Novella MAUGERI
Multilateral Policy Officer
Department for International Development
Permanent Representation of the
United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Fiona PRYCE
Information Manager/Programme Support
Permanent Representation of the
United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED STATES

Joanna VELTRI
Director
Office of International Debt
and Development Policy
Department of the Treasury
Washington, D.C.

Zachary BLACKBURN
Foreign Affairs Officer
Department of State
Washington, D.C.

Sandrine GOFFARD
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the United States of America
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Miriam LUTZ
Humanitarian and Development Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the United States of America
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM
Embajador
Representante Permanente de
la República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Porfirio PESTANA DE BARROS
Ministro Consejero
Representante Permanente Alternativo de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Hendrick Rafael BARRETO SÁNCHEZ
Primer Secretario
Representante Permanente Alternativo de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

المراقبون

OBSERVERS³
OBSERVATEURS
OBSERVADORES

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

Raschad AL-KHAFAJI
Attaché de Cabinet
Office of the Directeur de Cabinet
Office of the Director-General
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Stephanie HOCHSTETTER SKINNER-KLÉE
Director
Rome-based Agencies and Committee
on World Food Security (CFS) Division
Rome

Harriett SPANOS
Secretary to the Executive Board
and Director of the
Executive Board Secretariat
Rome

³ Pursuant to Observer status as per Rules of Procedures of the Executive Board (rule 8 – footnote 3).

المداولات الخاصة لبرامج الفرص الاستراتيجية القطرية
 COSOP DELI BERATIONS⁴
 DÉLI BÉRATIONS RELATIVES AUX COSOP
 DELI BERACIONES SOBRE LOS COSOP

BENIN

Herman Constant DAZAN
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant
 de la République du Bénin auprès
 des organisations spécialisées
 des Nations Unies
 Rome

MOZAMBIQUE

Inácio Tomás MUZIME
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Mozambique to
 the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

المراقبون الصامتون الذين حضروا المناقشات الإقليمية

SILENT OBSERVERS FOR REGIONAL DISCUSSIONS⁵
 OBSERVATEURS SANS DROIT DE PAROLE LORS DES DISCUSSIONS RÉGIONALES
 OBSERVADORES SIN DERECHO A INTERVENIR EN LOS DEBATES REGIONALES

BANGLADESH

Manash MITRA
 Economic Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the People's Republic of Bangladesh
 to IFAD
 Rome

UGANDA

Elizabeth Paula NAPEYOK
 Ambassador
 Permanent Representative
 of the Republic of Uganda
 to IFAD
 Rome

⁴ Pursuant to document EB 2002/77/R.12: Procedure for the Review of Country Strategic Opportunities Papers (COSOPS) by the Executive Board. Paragraph 15 (2) Process.

⁵ Pursuant to document EB 2010/101/INF.4/Rev.1: Silent observers at Executive Board proceedings. Paragraph 2 (a).

المراقبون الصامتون الذين تابعوا الدورة من قاعة الاستماع

SILENT OBSERVERS IN THE SALLE D'ÉCOUTE⁶OBSERVATEURS SANS DROIT DE PAROLE DANS LA SALLE D'ÉCOUTE
OBSERVADORES SIN DERECHO A INTERVENIR EN LA SALA DE ESCUCHA

BANGLADESH

Abdus Sobhan SIKDER
Ambassador
Permanent Representative of the People's
Republic of Bangladesh to IFAD
Rome

COSTA RICA

Giordana QUATTRINI
Asistente
Embajada de la República
de Costa Rica
Roma

CYPRUS

Spyridon ELLINAS
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Cyprus to the
United Nations Food and Agriculture
Agencies
Rome

GHANA

Nii QUAYE-KUMAH
Minister
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Ghana to IFAD
Rome

GUI NEA

Mohamed Nassir CAMARA
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République de Guinée
auprès du FIDA
Rome

⁶ Pursuant to document EB 2010/101/INF.4/Rev.1: Silent observers at Executive Board Proceedings. Paragraph 2 (b).

HUNGARY

Zoltán KÁLMÁN
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative
of Hungary to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

ICELAND

Stefán Jón HAFSTEIN
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative-designate
of the Republic of Iceland to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

IRELAND

Damien KELLY
First Secretary (Agriculture)
Deputy Permanent Representative
of Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

MAURITANIA

Mohamed Teyib DIYE
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République islamique de
Mauritanie auprès du FIDA
Rome

PANAMA

Angélica Maria JÁCOME
Representante Permanente de la
República de Panamá ante el FIDA
Roma

PERU

Diana CALDERÓN VALLE
Segunda Secretaria
Representante Permanente Alternativa
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales
Roma

ROMANIA

Vlad MUSTACIOSU
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la Roumanie auprès du FIDA
Rome

RUSSIAN FEDERATION

Kristina KURBET
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Russian Federation to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Ivan PERSHIN
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Russian Federation to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

UGANDA

Robert SABIITI
First Secretary (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Uganda to IFAD
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Neal PRONESTI
External Partnership Consultant
Rome-based Agencies and Committee
on World Food Security (CFS) Division
Rome

ZIMBABWE

Caroline MATIPIRA
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Zimbabwe
to IFAD
Rome

Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent vingt-troisième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2018/123/R.1/Rev.2	2	Ordre du jour provisoire
EB 2018/123/R.1/Rev.2/Add.1/Rev.2	2	Calendrier de travail de la session
EB 2018/123/R.2	3 a)	Procès-verbal de la centième session du Comité de l'évaluation
EB 2018/123/R.3	3 b)	Mozambique: Évaluation de la stratégie et du programme de pays
EB 2018/123/R.4 + Add.1	4a)	Mozambique: Programme d'options stratégiques pour le pays (2018-2022)
EB 2018/123/R.5	4 b) i)	Bénin: Programme d'options stratégiques pour le pays (2018-2022)
EB 2018/123/R.6	4 b) ii)	Mauritanie: Programme d'options stratégiques pour le pays (2018-2024)
EB 2018/123/R.7	4 c)	Kirghizistan: Programme d'options stratégiques pour le pays (2018-2022)
EB 2018/123/R.8 + Add.1 + Sup.1 ⁷	5 a) i)	Mozambique: Projet de financement des entreprises rurales
EB 2018/123/R.9 + Add.1	5 a) ii)	Ouganda: Projet national d'appui à la production d'huile de palme
EB 2018/123/R.10 + Sup.1 ⁸	5 b) i)	Guinée: Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne Guinée (AgriFARM)
EB 2018/123/R.11 + Add.1 + Sup.1 ²	5 b) ii)	Mali: Projet de services financiers inclusifs dans la filière agricole
EB 2018/123/R.12 + Add.1 + Sup.1 ²	5 b) iii)	Sénégal: Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural – phase II (PAPAER-II)
EB 2018/123/R.13	5 c) i)	Bangladesh: Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne

⁷ En anglais seulement.

⁸ En français seulement.

EB 2018/123/R.14 ⁹	5 c) ii)	Chine: Programme novateur de réduction de la pauvreté: Développement des agroentreprises spécialisées dans le Sichuan et le Ningxia
EB 2018/123/R.15 + Add.1 + Sup.1	5 c) iii)	Chine: Projet de réduction pérenne de la pauvreté grâce au développement des entreprises agroalimentaires dans le sud du Shaanxi
EB 2018/123/R.16 + Sup.1 ¹	5 c) iv)	Philippines: Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs
EB 2018/123/R.17/Rev.1	5 d)	Proposition de dons du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources
EB 2018/123/R.18	6 a)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent quarante-septième réunion
EB 2018/123/R.19	6 b)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent quarante-huitième réunion
EB 2018/123/R.20	6 c)	États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2017
EB 2018/123/R.21/Rev.1	6 d)	Version révisée de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA
EB 2018/123/R.22	6 e)	Besoins de financement au titre du trente-neuvième tirage sur les contributions des États membres en 2018
EB 2018/123/R.23	6 f)	Cadre de référence de l'évaluation indépendante approfondie des risques financiers
EB 2018/123/R.24	6 g)	Calendrier relatif à l'examen, à l'actualisation et au renforcement de la gestion des risques institutionnels du FIDA couvrant les risques stratégiques, opérationnels et financiers

⁹ Retiré de l'ordre du jour.

⁷ En anglais seulement.

EB 2018/123/R.25 + Corr.1 + Add.1	6 h)	Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2018/123/R.26	7	Mandat du Groupe de travail sur le cadre de transition
EB 2018/123/R.27	8 a)	Visites du Conseil d'administration du FIDA dans les pays: dates de la visite de 2019 et destination de la visite de 2020
EB 2018/123/R.28 + Add.1	9	Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration
EB 2018/123/R.39	10 a)	Rapport de situation sur l'approche adoptée par le FIDA pour mettre en œuvre la stratégie des Nations Unies en matière de prévention et de répression du harcèlement, de l'exploitation et des atteintes sexuels
EB 2018/123/R.40	10 b)	Mise en œuvre de la résolution des Nations Unies relative à l'âge réglementaire de départ à la retraite
Documents présentés pour information		
EB 2018/123/R.29	11	Note d'information – Activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)
EB 2018/123/R.30	12 a)	Synthèse du président de la Consultation: Quatrième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2018/123/R.31	12 b)	Synthèse du président de la Consultation: Cinquième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2018/123/R.32	13	Activités prévues au niveau mondial, régional ou dans les pays au 23 février 2018
EB 2018/123/R.33	14	Rapport sur l'état des contributions à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA

EB 2018/123/R.34 + Corr.1	15	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2017
EB 2018/123/R.35	16	Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
EB 2018/123/R.36 + Corr.1	17	Incidence financière du principal restant dû et des commissions de service non perçues du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette
EB 2018/123/R.37	18	Projets/programmes et dons approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en 2017
EB 2018/123/R.38	19	Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance en 2017 (diffusion restreinte)
Principe d'adaptation à l'objectif visé 2018 FFP3 (EB)		Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la cent vingt-troisième session
Notes d'information EB 2018/123/INF.1		Dispositions pratiques pour la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration – Renseignements à l'usage des représentants au Conseil d'administration
EB 2018/123/INF.2		Modalités et conditions de prêt du FIDA: Taux d'intérêt des prêts consentis à des conditions ordinaires et intermédiaires pour le premier semestre de 2018
EB 2018/123/INF.3		Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2017
EB 2018/123/INF.4		Dons au titre des guichets mondial/régional et de pays spécifiques approuvés par le Président en 2017
EB 2018/123/INF.5		Accord de fonds supplémentaires pour le Mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA

Cote du document:	<u>EB 2018/123/R.1/Rev.3</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>16 avril 2018</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ordre du jour

Ordre du jour

I. Points de l'ordre du jour pour approbation, examen et/ou confirmation¹⁰

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour [A]

Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation
 [E] = pour examen
 [C] = pour confirmation
 [I] = pour information
11. Informations actualisées sur les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx)
3. Évaluation
 - a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la centième session [I]
 - b) Évaluation de la stratégie et du programme de pays [E]
 - Mozambique
4. Programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) [E]
 - a) Afrique orientale et australe
 - Mozambique
 - b) Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) Bénin
 - ii) Mauritanie
 - c) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - Kirghizistan
5. Propositions de projet/programme soumises à l'attention du Conseil d'administration [A]
 - a) Afrique orientale et australe
 - i) Mozambique: Projet de financement des entreprises rurales
 - ii) Ouganda: Projet national d'appui à la production d'huile de palme
 - b) Afrique de l'Ouest et du Centre
 - i) Guinée: Projet visant l'agriculture familiale, la résilience et les marchés en Haute et Moyenne-Guinée
 - ii) Mali: Projet de services financiers inclusifs dans la filière agricole

¹⁰ La section I de l'ordre du jour comprend en outre un certain nombre de points présentés pour information, qui seront examinés durant la session du Conseil d'administration.

- iii) Sénégal: Programme d'appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural – phase II
 - c) Asie et Pacifique
 - i) Bangladesh: Projet d'appui à la compétitivité de l'agriculture paysanne
 - ii) Chine: Projet de réduction pérenne de la pauvreté grâce au développement des entreprises agroalimentaires dans le sud du Shaanxi
 - iii) Philippines: Projet relatif aux partenariats ruraux d'activités agroalimentaires en faveur de la croissance et du développement inclusifs
 - d) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
 - Proposition de don du Fonds du FIDA pour Gaza et la Cisjordanie pour le Projet de gestion résiliente des terres et des ressources
- 6. Questions financières
 - a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent quarante-septième réunion [E]
 - b) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent quarante-huitième réunion [E]
 - c) États financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2017 [A]
 - d) Révision de la Charte du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA [C]
 - e) Besoins de financement au titre du trente-neuvième tirage sur les contributions des États membres en 2018 [A]
 - f) Évaluation indépendante des risques financiers [E]
 - Cadre de référence de l'évaluation indépendante approfondie des risques financiers
 - g) Calendrier relatif à l'examen, à l'actualisation et au renforcement de la gestion des risques institutionnels du FIDA, couvrant les risques stratégiques, opérationnels et financiers [E]
 - h) Rapport sur l'état des contributions à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) [I]
- 7. Mandat du Groupe de travail sur le cadre de transition du FIDA [A]
- 8. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA [A]
 - a) Dates de la visite de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2019 en République du Cameroun
 - b) Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2020
- 9. Nomination des membres des organes subsidiaires du Conseil d'administration [A]
- 10. Questions diverses
 - a) Situation et informations actualisées sur l'approche du FIDA concernant la stratégie du Secrétaire général visant à améliorer les moyens d'action de l'Organisation des Nations Unies face à l'exploitation et aux atteintes sexuelles [I]
 - b) Mise en œuvre de la résolution des Nations Unies relative à l'âge réglementaire de départ à la retraite [I] [session à huis clos]

II. Documents présentés pour information [I]

Les documents présentés pour information ne seront examinés en session du Conseil d'administration que si la direction l'estime nécessaire ou si un représentant au Conseil le demande expressément. De telles demandes doivent être transmises par écrit au Secrétaire du FIDA au plus tard une semaine avant la session du Conseil.

Le calendrier de travail, qui ne comprend que les points de l'ordre du jour à examiner pendant la session du Conseil (à savoir les points présentés pour approbation, examen ou confirmation et les documents présentés pour information lorsque le Conseil a reçu une demande écrite en ce sens), sera mis en ligne sur le site web du FIDA deux semaines avant la session.

12. Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 - a) Synthèse du président de la Consultation: quatrième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 - b) Synthèse du président de la Consultation: cinquième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
 13. Rapport sur les activités prévues aux niveaux mondial, régional et national
 14. Rapport sur l'état des contributions à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA
 15. Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2017
 16. Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
 17. Montant estimatif des paiements au titre du principal et des commissions de service nettes non perçus du fait de l'application du Cadre pour la soutenabilité de la dette
 18. Projets/programmes et dons approuvés par le biais de la procédure de défaut d'opposition en 2017
 19. Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance en 2017 (diffusion restreinte)¹¹
-

III. Notes d'information

- a. Dispositions pratiques pour la cent vingt-troisième session du Conseil d'administration
- b. Dons au titre des guichets mondial/régional et de pays spécifiques approuvés par le Président en 2017
- c. Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2017
- d. Modalités et conditions de prêt du FIDA: Taux d'intérêt des prêts consentis à des conditions ordinaires et intermédiaires pour le premier semestre de 2018
- e. Accord de fonds supplémentaires pour le mécanisme de coopération Sud-Sud et triangulaire Chine-FIDA

¹¹ Document EB 2017/122/R.29/Rev.1, paragraphe 19, premier point: "Soumission à la session d'avril du Conseil d'administration, pour information sur une base confidentielle, du Rapport annuel sur les activités du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO), qui présente une synthèse des conclusions des enquêtes et des audits conduits durant l'année civile précédente."